

Voici comment la Fondation humanitaire de Gaza (GHF), dirigée par les États-Unis, a tenté de construire un réseau local de « collaborateurs de l'aide » à Gaza.

Description

Par Tareq S. Hajjaj, 10 Juillet 2025

La Fondation humanitaire de Gaza (GHF) a pris le contrôle du système d'aide à Gaza au nom de l'armée israélienne en cultivant un réseau local d'entreprises et d'organisations pour collaborer à ses opérations. Les organisations qui ont refusé ont été fermées.



Mondoweiss graphic.

La Fondation humanitaire de Gaza (GHF), soutenue par Israël et dirigée par les États-Unis, traverse une série de catastrophes médiatiques alors que de nouvelles informations continuent de révéler la complicité de l'organisation dans les plans israéliens visant à « concentrer » la population de Gaza dans des camps avant leur déplacement forcé, conformément aux objectifs militaires déclarés d'Israël, qui cherche à conquérir la Bande de Gaza et à expulser ses habitants. Pour servir ces objectifs, la GHF a remplacé le système de distribution d'aide de l'ONU par ce que les Gazaouis décrivent comme des « **pièges mortels** », poussant les Palestiniens à accuser l'organisation de servir les objectifs militaires israéliens sous couvert d'humanitarisme. Pour renforcer cette façade, la GHF tente activement de faire pression sur les organisations humanitaires internationales afin qu'elles coopèrent avec elle et participent à ses opérations. Elle a également cherché à constituer un réseau local de distributeurs dirigés par des entreprises connues pour avoir collaboré avec l'armée israélienne par le passé.

Selon les enquêtes de Mondoweiss, qui ont recueilli les témoignages de plusieurs personnes et organisations approchées par la GHF, Israël et la GHF essaient de contraindre des acteurs locaux et internationaux à coopérer avec ce dispositif d'aide américano-israélien. Dans certains cas, la GHF a mandaté des entreprises locales pour mener des actions de sensibilisation auprès de la population afin de promouvoir ses centres et gérer la distribution ainsi que la logistique. D'après des sources à l'intérieur de Gaza, l'armée israélienne suit aussi une stratégie plus large visant à faire pression sur les organisations humanitaires pour qu'elles opèrent soit sous l'égide de la GHF, soit cessent complètement leurs activités. L'armée aurait contraint plusieurs organisations internationales à distribuer leur aide via les centres de la GHF, annulant des accords antérieurs leur permettant d'opérer de façon indépendante. Dans de nombreux cas, des convois d'aide entrants par des points de passage contrôlés par Israël ont été redirigés, à l'insu ou sans le consentement des organisations, vers les centres de cette entreprise américaine.

Un responsable de la sécurité du gouvernement civil de Gaza a déclaré à Mondoweiss le 11 juin que le Hamas dispose de « renseignements fiables » confirmant que la GHF exerce des pressions sur des institutions locales pour qu'elles participent à ses opérations. Ces tentatives visent à forcer ces organisations à coopérer dans une stratégie « d'ingénierie de la famine et de gestion du chaos », a affirmé ce responsable, qualifiant ce projet de « politiquement motivé et orienté par des objectifs sécuritaires, déguisé sous un habit humanitaire ». « Cependant, ces institutions, guidées par leur conscience nationale et leur engagement éthique, ont refusé de devenir des instruments d'une partie responsable de la souffrance de notre peuple », a-t-il ajouté.

Mais certaines organisations ont accepté de coopérer. La GHF et l'armée israélienne ont essentiellement suivi deux voies pour dominer le paysage humanitaire à Gaza : forcer les organisations internationales à travailler avec la GHF ou à arrêter leurs activités, et utiliser des gangs et entreprises locales comme partie intégrante de son réseau « indigène », donnant un visage palestinien à une opération israélo-américaine aux objectifs militaires et politiques. Voici comment la GHF a tenté de construire ce réseau de « collaborateurs de l'aide ».

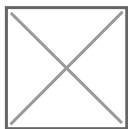
Le cas de l'entreprise al-Khozandar

Dans la nuit du 11 juin, 12 employés d'une entreprise commerciale locale ont été tués après avoir été arrêtés publiquement par des groupes affiliés aux forces de sécurité du Hamas. Des habitants ont indiqué qu'il s'agissait de la Force Fatah, une unité du Hamas chargée de traquer les pillards et les gangs soutenus par Israël à Gaza. Après avoir été battus et atteints par une balle au pied, les membres de la sécurité ont publiquement accusé ces individus de travailler pour une société prétendument en collaboration avec l'armée israélienne. Des témoins ont raconté à Mondoweiss que les employés ont ensuite été lynchés par une foule, apparemment incitée par ces membres de la sécurité qui leur reprochaient d'être responsables des morts de leurs proches sur les sites de la GHF. Il est ensuite apparu que les victimes travaillaient pour la société al-Khozandar, une entreprise commerciale appartenant à un Palestinien résidant au Caire. Le meurtre des employés a suscité une vive controverse et indignation. Les familles des victimes ont publié un communiqué le 17 juin réclamant des comptes. Elles ont également nié les accusations selon lesquelles leurs fils auraient collaboré avec le gang soutenu par Israël, dirigé par Yasser Abu Shabab, qui pille l'aide dans toute la bande de Gaza, qualifiant ces allégations de « fausses et infondées ». Les événements entourant cet incident révèlent cependant un tableau plus complexe. Avant que les familles n'aient fait leur déclaration, la GHF avait condamné le « meurtre de 12 de nos travailleurs humanitaires ». En revanche, les familles ont affirmé que leurs fils en étaient leur premier jour de travail pour al-Khozandar, ce qui suggère que l'entreprise collaborait étroitement avec la GHF.

La source de sécurité du gouvernement de Gaza qui a parlé à Mondoweiss en juin a identifié la société Mohsen al-Khozandar Trading and Transport, dirigée par un certain Muhammad al-Khozandar, comme une entreprise « moralement et nationalement compromise » qui « coordonne directement avec des acteurs étrangers suspects au détriment des intérêts de notre peuple ». Cette entreprise, a ajouté la source, « contribue, qu'elle en soit consciente ou non, au meurtre systématique et à la famine des Palestiniens ». Il a affirmé que « certaines mesures » avaient déjà été prises contre la société, et que « d'autres suivront », notamment la

classification de l'entreprise comme une « entité complice ».

La société Khozandar opère à Gaza depuis des années. Aussi connue sous le nom de « Trois Frères », cette entreprise était spécialisée dans l'importation de marchandises à Gaza en coordination avec Israël avant la guerre, ce qui a conduit le Hamas à la qualifier de « collaboratrice de l'occupation », selon la source sécuritaire. Cette dernière a ajouté que, durant la guerre, les activités de la société se sont nettement étendues au-delà du commerce, suscitant des soupçons de collaboration avec les plans militaires de l'armée israélienne. Selon le Conseil de Genève pour les droits et libertés, les travailleurs palestiniens employés par Trois Frères ont été contraints de travailler dans des conditions proches de l'esclavage moderne, et forcés de trier et charger des colis d'aide sous la supervision directe d'Israéliens, devant servir des mercenaires américains. Ces travailleurs ont été soumis à des fouilles dégradantes par des soldats israéliens, et n'ont pas reçu de salaire, mais seulement quelques cigarettes et un repas quotidien, selon le Conseil de Genève, qui s'appuie sur des témoignages qu'il dit avoir vérifiés. Al-Khozandar a commencé à mettre en œuvre le dispositif de distribution d'aide américano-israélien à Rafah après avoir conclu un contrat avec Safe Reach Solution (SRS), un entrepreneur militaire qui est aussi la société mère de la GHF et aurait mené des opérations de renseignement militaire à Gaza utilisant des données israéliennes.



Les Palestiniens transportent des colis alimentaires distribués par la Gaza Humanitarian Foundation, le 16 juin 2025. (Photo : Omar Ashtawy/APA Images)

Selon une enquête du Financial Times, l'arrangement consistait à ce que SRS assure la sécurité des centres de la GHF, tandis que la société Khozandar gèrerait la distribution, notamment au centre Tal Sultan à Rafah. Selon des rapports locaux, le rôle d'al-Khozandar dans ce dispositif est de mobiliser des individus et des organisations de la société civile locale pour coopérer avec la GHF, tandis que l'enquête du FT cite une source affirmant que Trois Frères serait « le premier point de contact avec la population » sur les sites de distribution, et que l'équipe Khozandar « était bien connue des services de sécurité israéliens et avait une longue histoire de collaboration avec eux ». Le FT a également rapporté que SRS avait approché plusieurs autres hommes d'affaires influents de Gaza pour gérer ces centres, mais qu'ils avaient refusé de participer à ce dispositif américano-israélien, « arguant qu'il s'agissait d'un déplacement forcé de la population de l'enclave ». Par ailleurs, la famille al-Khozandar à Gaza a publié en mai une déclaration dénonçant la société Mohsen Khozandar et condamnant toute activité menée par Muhammad al-Khozandar et ses frères, qui dirigent la société. Cette déclaration a été soutenue par l'Union des entrepreneurs et des propriétaires d'entreprises à Gaza, qui ont qualifié toute coopération avec ce dispositif de « trahison de l'unité nationale » et exigé une responsabilité stricte pour tous les impliqués. Des témoignages locaux indiquent aussi que les responsables de l'entreprise, issus de la famille al-Khozandar, ont contacté plusieurs influenceurs et créateurs de contenu importants à Gaza, les incitant à promouvoir les centres d'aide de la société, affirmant qu'ils étaient exempts d'inspections ou de toute atteinte à la dignité des personnes.



Des Palestiniens transportent des colis alimentaires distribués par la Gaza Humanitarian Foundation, le 16 juin 2025. (Photo : Omar Ashtawy/APA Images)

Yahya Hilles, créateur de contenu numérique, a déclaré à Mondoweiss qu'une personne se faisant appeler Noor al-Khozandar l'a contacté et a parlé avec lui pendant plus d'une heure, tentant de le convaincre d'encourager les gens à se rendre dans les centres de la GHF. Hilles a expliqué qu'il avait consulté les anciens de sa famille, qui s'opposaient fermement à toute implication dans la promotion de ce projet. « Noor al-Khozandar insistait sans cesse, me pressant d'aller filmer et promouvoir les centres, mais je lui ai demandé plusieurs fois pourquoi il avait contacté moi spécifiquement, » a raconté Hilles. « Il n'a jamais donné de réponse claire. Il savait que les gens me font confiance et croient ce que je partage sur les réseaux sociaux, donc il voulait m'entraîner à l'intérieur. Il m'a dit qu'il n'y aurait ni soldats ni Américains, et que je n'aurais qu'à transporter de l'aide puis rentrer chez moi. » « Je savais que, même si tout pouvait bien se passer la première ou la deuxième fois, cela pouvait ensuite tourner au désastre, » a ajouté Hilles. « Dans ce cas, je serais responsable devant mon peuple, alors j'ai catégoriquement refusé. Je lui ai clairement dit : cette affaire est bien plus grande qu'une seule personne, avec des implications politiques et sécuritaires graves. Ce n'est pas quelque chose qui peut se régler par un simple appel téléphonique. »

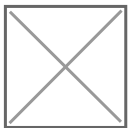
Tentatives de pression de l'armée israélienne sur les organisations internationales

Rahma Worldwide est une des organisations humanitaires les plus actives à Gaza depuis le début de la guerre, bien qu'elle opère sur le territoire depuis 2017. Pendant la guerre, elle s'est notamment impliquée dans la facilitation de l'arrivée de délégations médicales et de bénévoles dans les hôpitaux de Gaza, où ils ont fourni des services pendant un temps limité avant de quitter la région. L'organisation a une longue expérience dans l'aide humanitaire. Cependant, récemment, l'armée israélienne a tenté de contraindre Rahma Worldwide à opérer sous l'égide de la GHF. Fin mai, le directeur de l'organisation, le Dr Shadi Zaza, a déclaré à Mondoweiss que Rahma Worldwide avait rejeté cette collaboration.

Zaza a expliqué que l'organisation opère à Gaza au sein d'un groupe qui inclut plusieurs institutions humanitaires, dont certaines affiliées à l'ONU. Il a indiqué que l'armée israélienne les avait informés de l'ajout d'une nouvelle institution, la Fondation humanitaire de Gaza, à ce groupe, puis annoncé des modifications au plan de distribution d'aide, notamment la désignation de nouveaux points de distribution où chaque organisation devrait envoyer son personnel. « Nous sommes toujours prêts, » a déclaré Zaza. « Nous sommes prêts dès qu'on nous autorise à faire entrer de l'aide. Nos marchandises sont prêtes et attendent aux points de passage. » Il a souligné que Rahma Worldwide avait reçu l'autorisation le mois précédent de livrer quatre camions contenant 4 000 colis alimentaires, mais a été surpris par un ordre de l'armée israélienne de transférer cette aide vers les points de distribution gérés par la GHF, avec la demande que le personnel de Rahma assiste à la distribution. « Nous avons

catégoriquement refusé cette demande, » a affirmé Zaza. « Notre accord avec l'armée était clair : nous distribuerions nos colis sur les sites désignés pour notre organisation, pas ceux appartenant à une autre. »

Malgré la demande de Rahma de rediriger les colis vers leurs propres sites, l'armée a insisté pour les envoyer dans les centres gérés par la GHF. L'armée a également déclaré que la GHF était désormais la seule autorité responsable de la distribution d'aide à Gaza. En conséquence, les 4 000 colis ont été transférés à Rafah, et l'armée a contacté l'équipe de Rahma pour leur demander d'aider à la distribution. Mais l'équipe a consulté le siège américain de l'organisation, qui a rejeté sans équivoque toute implication avec la GHF. « Nous ne ferons pas partie de ce mécanisme. Nous le rejetons entièrement, » a affirmé Zaza, soulignant que l'armée continue de faire pression sur les groupes d'aide, notamment ceux qui importent des biens d'Égypte, de Jordanie, voire de Cisjordanie, en insistant pour que tous les articles proviennent d'Israël. En dernier recours, Rahma Worldwide a demandé à ce que ses logos soient retirés des boîtes alimentaires distribuées sur les sites de la GHF afin d'éviter d'apparaître comme un participant ou un collaborateur de ce dispositif. Selon Zaza, cette demande reflète la ferme opposition de l'organisation au mécanisme. D'après l'organisation, certains logos ont été retirés, mais des boîtes portant le logo de Rahma ont néanmoins été distribuées sur des sites affiliés à la GHF au moins une fois, ce que l'organisation a déclaré hors de son contrôle. Rahma a identifié tous ces efforts israéliens comme des tentatives de les intégrer de force au réseau de la GHF. Face à ce refus, l'armée a imposé des conditions encore plus strictes pour l'entrée de l'aide. « Nous avons plus de 20 000 colis alimentaires prêts dans nos entrepôts, » a ajouté Zaza. « Mais nous refusons de les distribuer via le mécanisme de cette organisation américaine. Cette organisation n'était à l'origine qu'une parmi tant d'autres présentes ici, cela ne posait aucun problème. Mais maintenant qu'elle tente de monopoliser l'aide et d'imposer son contrôle, c'est totalement inacceptable. »



Des Palestiniens transportent des colis alimentaires distribués par la Gaza Humanitarian Foundation, le 16 juin 2025. (Photo : Omar Ashtawy/APA Images)

Cette position de refus reflète une tendance plus large parmi les organisations humanitaires à Gaza, dont beaucoup s'opposent à la GHF en raison de son rôle dans la facilitation des objectifs militaires israéliens. Certains craignent que la pression continue exercée sur ces organisations pour qu'elles travaillent avec la GHF ou partent pourrait entraîner le retrait complet de nombreuses organisations d'aide de Gaza, créant ainsi une grave lacune dans l'assistance humanitaire. « Si Israël continue d'imposer ce style de contrôle et de gestion, nous n'apporterons tout simplement plus d'aide, » a déclaré Zaza. « D'autres organisations pourraient suivre notre exemple. Cette politique, bien que non officielle, pourrait bien être la manière pour Israël d'éliminer les organisations indépendantes et de transformer le travail humanitaire en un instrument totalement contrôlé. »

Certaines organisations humanitaires internationales ont commencé rompre leurs liens avec le Boston Consulting Group (BCG), la société qui a aidé concevoir et lancer la GHF et qui avait même modélisé les coûts du « déplacement » forcé des Palestiniens hors de Gaza. Save the Children a récemment mis fin à un partenariat de vingt ans avec le BCG en raison de son rôle dans la GHF, qualifiant le plan de l  organisation d  aide de déplacement forcé de la population de Gaza    totalement inacceptable à. Le PDG du BCG a reconnu que son implication dans la GHF était à préjudiciable à sa réputation à et résultait de à fautes individuelles délibérées à et de à signaux d  alerte ignorés à.

La GHF continue de pousser les organisations à collaborer avec elle alors que la situation humanitaire à Gaza se détériore. **Le 6 juillet, la GHF a annoncé avoir rencontré le directeur pays du Programme alimentaire mondial (PAM) de l  ONU pour proposer un plan visant à aider à à nourrir le nord de Gaza   .**    En ce moment, presque tous leurs camions sont pillés, à a déclaré la GHF.    Nous espérons qu  ils mettront la politique de côté et accepteront bientôt notre proposition afin que nous puissions accomplir notre mission commune : acheminer davantage d  aide au peuple de Gaza.    La GHF répondait à une déclaration du PAM indiquant que les besoins alimentaires à Gaza étaient désespérés.    Le PAM est prêt à assister toute la population, à a déclaré le PAM.    Nous avons la nourriture, la capacité et les systèmes.    Le PAM n  a pas pu être contacté pour confirmer s  il avait accepté de travailler avec la GHF.

Dans un développement soudain, le lundi 7 juillet, la GHF a annoncé la fermeture de son centre dans le centre de Gaza, près du corridor de Netzarim, jusqu   un nouvel ordre. Cela a été suivi le mercredi 9 juillet par une autre annonce fermant son point de distribution à Khan Younis.    l  heure actuelle, seul le centre de distribution de la GHF    Rafah reste opérationnel. **Ces annonces interviennent alors que des négociations de cessez-le-feu se poursuivent entre Israël et le Hamas.** L  une des conditions posées par le Hamas pour la période de cessez-le-feu envisagée de 60 jours est que la distribution de l  aide **soit confiée exclusivement aux Nations Unies et à ses agences opérant à Gaza, excluant totalement la GHF.** Cette condition aurait été acceptée dans les discussions sur le cessez-le-feu.

Cela a conduit des journalistes locaux à spéculer que la fermeture des centres de distribution de la GHF indique qu  un accord sur les termes du cessez-le-feu est proche, la GHF se conformant à la demande du Hamas en arrêtant ses opérations dans la bande de Gaza. Des sources locales estiment que le centre de distribution de Rafah pourrait également fermer dans les prochains jours, **ce qui signifierait que le cessez-le-feu pourrait bientôt entrer en vigueur.**

Traduction : Shannez Touati pour Agence Media Palestine

Source : <https://mondoweiss.net/2025/07/this-is-how-the-u-s-run-ghf-tried-to-build-a-local-network-of-aid-collaborators-in-gaza/>

date créée
2025/07/11